

Groupe CRI
Communiste
Révolutionnaire
Internationaliste
<http://groupecri.free.fr>
Tél. : 06 64 91 49 63

**NON AU LICENCIEMENT D'ORLANDO CHIRINO
PAR LE GOUVERNEMENT CHAVEZ !**
**ORGANISATIONS OUVRIÈRES, PRENEZ POSITION,
AGISSEZ POUR SA RÉINTÉGRATION IMMÉDIATE !**

La direction de l'entreprise vénézuélienne PDVSA (Pétroles Du Venezuela Société Anonyme) a décidé au mois de décembre 2007 de licencier Orlando Chirino. Ce militant ouvrier est à la fois coordonnateur national de l'UNT (Union Nationale des Travailleurs, principale confédération syndicale au Venezuela, née en 2003), l'un des principaux dirigeants de la C-CURA (Courant de Classe Unitaire et Révolutionnaire, courant de l'UNT) et la figure la plus en vue du Mouvement pour un Parti des Travailleurs. L'entreprise PDVSA est propriété de l'État vénézuélien, placée à ce titre sous la direction du ministre de l'Énergie et du Pétrole, Rafael Ramirez, qui lui-même agit sous les ordres du président de la République, Chavez.

Chirino était devenu salarié de PDVSA en 2003 suite à sa participation active à la lutte contre le lock-out organisé, après l'échec du coup d'État d'avril 2002, par la fraction de la bourgeoisie la plus ouvertement pro-impérialiste, dans le but d'arracher à Chavez la direction de l'État bourgeois vénézuélien.

Il s'agit d'un licenciement purement politique. En effet, non seulement la direction de l'entreprise ne peut faire sérieusement aucun reproche à Chirino sur son activité comme salarié de PDVSA, mais en outre sa décision est totalement illégale. Comme tous les salariés touchant moins de 3 fois le salaire minimum, il est protégé jusqu'à fin 2008 par la Ley de Inamovilidad Laboral, loi qui interdit leur licenciement. En outre, en tant que dirigeant syndical, à la fois membre de la direction de Sinutrapetrol et coordonnateur national de l'UNT, structures tous les deux reconnues légalement par PDVSA, il ne peut en principe être licencié. Malgré ces éléments évidents, le ministre Ramirez a refusé de donner suite à sa demande de réintégration dans son poste de travail.

Les dirigeants de l'État bourgeois « bolivarien », qui se présentent souvent comme les « amis » des travailleurs, piétinent ainsi leurs propres lois les plus élémentaires, qui sont supposées protéger les salariés. Mais il y a un fait encore plus significatif. Les mêmes qui ne cessent d'accuser sans le moindre fondement Chirino de collusion avec l'opposition et l'impérialisme, simplement parce qu'il ne se subordonne pas à leur propre politique, ont décidé de gracier définitivement les rares individus qui avaient été poursuivis suite au coup d'État avorté d'avril 2002, au moment même où ils licenciaient l'infatigable militant ouvrier et anti-impérialiste.

Il s'agit d'un nouveau pas franchi dans l'offensive orchestrée depuis le sommet de l'État par le bonaparte Chavez contre tout courant du mouvement ouvrier qui refuse de se subordonner à son nationalisme bourgeois et s'efforce de formuler une orientation syndicale et politique ouvrière indépendante. De façon significative, c'est lors du lancement de la commission d'impulsion du PSUV (Parti Socialiste Uni du Venezuela), que Chavez a engagé publiquement cette offensive, en décrétant qu'il fallait en finir avec l'autonomie syndicale. Une partie de la C-CURA, tout en continuant à revendiquer le principe de l'autonomie syndicale, a cédé aux pressions et choisi d'entrer au PSUV. Mais le secteur de la C-CURA dirigé par Chirino n'est pas entré dans ce parti bourgeois malgré son nom socialiste : il s'agit en effet d'un parti défendant la propriété privée des moyens de production et l'État vénézuélien, prétendant associer patrons « bolivariens » et

travailleurs pour réaliser le prétendu « socialisme bolivarien » ou « socialisme du XXI^e siècle ». Face à leur résistance, le pouvoir a lancé une vaste campagne de calomnies contre ces dirigeants indépendants, tandis qu'il réprimait les luttes ouvrières les plus avancées. En vain, car les positions de Chirino et ses camarades trouvent un écho croissant dans une situation où les travailleurs sont de plus en plus insatisfaits de leurs conditions de vie qui ne s'améliorent guère, malgré les milliards accumulés grâce à l'exportation du pétrole. En particulier, ils ont mené un combat déterminé de plusieurs mois avec des milliers d'ouvriers de PDVSA pour une nouvelle convention collective, contre la négociation frauduleuse faite dans le dos des ouvriers entre les dirigeants de PDVSA et une poignée de bureaucrates auto-désignés.

Pour Chavez, il s'agit à travers cette décision d'affaiblir et de discréditer l'organisation de ceux qui ont osé défendre une position de classe face au référendum de décembre dernier, en refusant de s'associer à l'un des deux camps bourgeois en lutte, c'est-à-dire en refusant à la fois de soutenir, même de façon critique, un projet renforçant le bonapartisme et de joindre leurs voix à l'opposition ouvertement pro-impérialiste. Leur appel au vote nul a correspondu à l'évolution de l'état d'esprit d'une fraction importante des masses, puisque 3 millions d'anciens électeurs de Chavez ont voté nul ou se sont abstenus.

Il est donc du devoir de toutes les organisations ouvrières attachées aux droits syndicaux et démocratiques, à commencer par les organisations qui se revendiquent du marxisme révolutionnaire, d'engager la bataille pour contraindre le gouvernement vénézuélien à réintégrer Orlando Chirino à PDVSA. En effet, ce qui est en jeu, c'est le droit de TOUS les militants, de TOUS les travailleurs à s'organiser de façon indépendante, à défendre l'orientation syndicale de leur choix et à développer la ligne politique qu'ils souhaitent. De ce point de vue, aucun défenseur des principes de la démocratie ouvrière ne saurait accepter la tentative d'interdire à Chirino, militant ouvrier et anti-impérialiste, le droit de défendre ses idées et de lutter politiquement contre l'État bourgeois en général et contre le gouvernement de Chavez en particulier.

**C'est pourquoi toutes les organisations et tous les militants de France
qui se revendiquent de la défense des intérêts ouvriers et notamment du marxisme
doivent prendre position pour exiger la réintégration d'Orlando Chirino,
signer la pétition internationale (ci-jointe) qui circule déjà largement dans ce but et
ORGANISER ENSEMBLE UNE MANIFESTATION
À L'AMBASSADE DU VENEZUELA.**

Communiqué du 26-02-08 — Contactez le Groupe CRI ! Tél. : 06 64 91 49 63. Courriel : groupecri@free.fr